

de leurs troupeaux. Voilà la réponse. Les fermes d'élevage ont disparu et les éleveurs se sont dirigés vers d'autres formes d'élevage. Le ministre de l'Agriculture le sait fort bien.

Le même phénomène s'est produit aux États-Unis, de sorte que les producteurs américains ne peuvent expédier leur bétail au Canada, car les prix sont aussi élevés là-bas qu'ici. Les prix ont maintenant atteint un niveau convenable. Il s'agit maintenant de savoir comment les y maintenir, et comment conserver les bénéfices à ce niveau. Les députés connaissent fort bien les problèmes agricoles de l'heure. Le seul secteur de l'industrie agricole qui ne soit pas subventionné aujourd'hui, c'est l'industrie bovine. Et je mets au défi le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Consommation et des Corporations ou n'importe quel député de se lever et de dire le contraire. Il peut y avoir ici ou là une rare ferme expérimentale ou une station de classification ou de contrôle subventionnée, mais en règle générale, l'industrie du bœuf est le seul secteur agricole qui ne soit pas subventionné. Que va faire le gouvernement? Assommons-la pour la subventionner, voilà le raisonnement du ministre de la Consommation et des Corporations ainsi que de son collègue de l'Industrie et du Commerce. Je plains le ministre de l'Agriculture dont la défense des éleveurs de bétail est tellement faible. Il peut sans doute faire mieux; il devrait certes faire mieux. Je ne veux pas m'appesantir sur ce point ce soir, car, en ce faisant, j'aiderais, je le crains, le ministre de la Consommation et des Corporations dans la campagne qu'il a entreprise. Néanmoins, je dois signaler que l'agriculture est victime d'une crise grave. Le blé et les graines de provende sont en partie invendus. Les produits laitiers sont subventionnés à raison de 130 millions de dollars par an environ, et pourtant, les excédents s'accumulent dans les entrepôts d'un bout à l'autre de l'Est du Canada, surtout le lait écrémé en poudre. Pour couronner le tout, Ottawa n'a pas aidé les cultivateurs à vendre leurs produits. Et comble des combles, la majeure partie du Sud de l'Alberta et certaines régions de la Saskatchewan ont été la proie d'une forte gelée la semaine dernière et des dégâts incalculables se sont encore abattus sur l'industrie agricole. Comme si cela ne suffisait pas, nous voyons maintenant le ministre lancer une campagne avec l'aide de Radio-Canada pour boycotter l'achat de la seule denrée que les cultivateurs produisent eux-mêmes sans l'aide du gouvernement.

Je recommande instamment au ministre de l'Agriculture d'étudier comment nous pour-

rons maintenir le prix du bœuf au niveau voulu. Comment convaincra-t-il le ministre de la Consommation et des Corporations que les coupables sont peut-être les magasins à succursales qu'il appuie si ardemment? Est-ce parce que le parti libéral appuie les capitalistes? Est-ce parce que les capitalistes ont acheté le parti libéral qui doit maintenant les appuyer en retour, alors que l'industrie agricole traverse cette période de crise? Est-ce à cause de leurs dons importants lors de la récente campagne de son chef? Est-ce pourquoi il doit, selon lui, les appuyer, défendre leur cause et les protéger? Le rapport Batten expose en détail la genèse de la situation. Pourquoi ne l'examine-t-il pas? Craint-il d'y trouver des indices que ses propres amis et les capitalistes du parti libéral sont les coupables? Est-ce de cela qu'il a peur?

L'hon. M. Basford: Nous faisons déjà une enquête.

M. Horner: C'est fort intéressant. J'espère que le ministre la mènera jusqu'au bout afin de trouver la réponse. Comme le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) l'a mentionné, le prix du bœuf au consommateur a monté d'à peu près 68c. la livre sans que l'éleveur touche une augmentation appréciable. Une partie de cette majoration a déjà été épongée à cause de l'intervention du ministre et de la campagne qu'il a déclenchée de concert avec Radio-Canada et d'autres médias.

Je demande au ministre de l'Agriculture de se porter à la défense du producteur d'origine et de mener la lutte au sein du caucus. Qu'il condamne et éduque ses collègues du cabinet avant qu'ils portent des accusations injustifiées contre le seul secteur de l'industrie agricole qui ne soit pas aujourd'hui subventionné par le contribuable. Avant qu'ils fassent des déclarations absurdes, qu'il les conseille, qu'il les informe, et qu'il les exhorte à se renseigner auprès de ceux qui savent. Ces déclarations improvisées et inconsidérées ne font que réduire le prix versé au producteur.

• (9.40 p.m.)

Voici un détail que le ministre a peut-être omis: lorsque le producteur touche le prix le plus faible pour son produit, la marge de profit laissée aux magasins à succursales s'élargit. La preuve en est donnée dans le rapport Gordon sur les pratiques restrictives du commerce, qui a paru en 1956 ou 1957. Lorsque les producteurs primaires touchent moins pour leurs animaux sur pied, qu'il s'agisse de porcs ou de bovins, la marge de